cvfe

COLLECTIF CONTRE LES VIOLENCES FAMILIALES ET L'EXCLUSION

Du mythe du troc au néolibéralisme - Quand l'économie façonne la réalité.

Par Nathalie Collignon



Image par Vilkasss de Pixabay

Jolie petite histoire

Il y a très longtemps, avant l'invention de la monnaie au royaume de Lydie[1], il y avait le troc. Avec la sédentarisation, la naissance de l'agriculture et de l'élevage, les humains comprirent l'intérêt de la division du travail, et certains se spécialisèrent dans la culture de l'orge, tandis que d'autres fabriquaient des céramiques et d'autres encore coupaient les bois précieux. Pour avoir ce dont ils avaient besoin, ils échangeaient tout simplement leurs biens. Il n'empêche, c'était bien embêtant : il fallait que leurs intérêts coïncident au même moment pour que cela marche…. Imaginez : un beau printemps, Lilitu la céramiste a besoin d'orge, mais Luqa le cultivateur n'a pas besoin de céramiques. Que faire ? Ils eurent une idée de génie : Luqa n'a qu'à accepter le paiement de Lilitu en céramiques et le garder pour plus tard ! Dans quelques mois, Baltasar le marchand itinérant reviendra, et Luqa qui a besoin de nouveaux vêtements pourra échanger les céramiques contre des tissus. Le bien reçu lors du premier troc ne sert plus immédiatement, mais sert de moyen de paiement pour un autre bien, à un autre moment.

Cette pratique se généralise, mais le commerce reste compliqué. Imaginons que nous suivons Baltasar qui voyage maintenant avec ses céramiques, ce qui est très encombrant et peu pratique. Le soir venu, notre marchand a besoin d'une poule pour manger mais Dina, l'éleveuse du coin, a déjà trop de céramiques à écouler, elle veut du bois. Baltasar doit donc trouver une personne qui vend du bois et qui accepte les céramiques. Mais il ne trouve qu'un commerçant de bois qui exige une autre forme de paiement, le marché de la céramique étant saturé. Et voilà Baltasar tenu de trouver un marchand qui accepte les céramiques et qui propose des biens dont veut bien le marchand de bois, pour ensuite échanger avec Dina le bois obtenu contre la poule ! La chaine d'échanges peut ainsi s'allonger encore et encore, réduisant l'espoir pour Baltasar de mettre une poule dans sa marmite. Et puis, si une poule vaut deux céramiques, elle vaut combien de bois ? Comment calculer la valeur des différents biens lors des échanges ? Pour résoudre ces problèmes, un commerçant inventa … la monnaie. Tadaaaam ! Tout était enfin simple, et cette simplicité favorisa les échanges longue distance, et ces échanges commerciaux favorisèrent à leur tour la civilisation et la paix universelle. Il ne restait plus qu'à imaginer le crédit, qui permettrait aux personnes de profiter de choses qu'elles n'ont pas encore les moyens de se payer.

Imaginer… c'est bien cela que fait Adam Smith, considéré comme le père du libéralisme naissant, en élaborant cette histoire au 18ème siècle[2]. Tout se passe dans un pays imaginaire, et on peut dire que les premiers économistes libéraux du siècle des Lumières ont fait preuve d'une imagination quelque peu limitée : pour imaginer le monde avant la monnaie, ils ont imaginé un monde fonctionnant exactement sur les mêmes principes que celui avec l'argent, mais … sans l'argent[3]. Ce qui rend l'histoire un peu

[1] Début du VIIème siècle avant notre ère en Lydie, un territoire qui correspond plus ou moins à l'actuelle Turquie.

[2] Cette histoire, inspirée de quelques passages d'Aristote repris épisodiquement par les moines scholastiques au Moyen-Age et par des écrits de voyageurs, est élaborée par Adam Smith notamment dans son ouvrage « *The Wealth of Nations* » (*La richesse des nations*), publié pour la première fois en 1776 à Glasgow, Ecosse. Elle sera développée par la suite par d'autres économistes. David Graeber, *Dette : 5000 ans d'histoire*, Paris, *Les Liens qui Libèrent*, 2013, p.34 et 38.

[3] *Ibid.* p.33

absurde : qui se lancerait dans le commerce sans argent dans les conditions décrites, prenant le risque de mourir de faim couché sur une réserve de céramiques dont personne ne veut ? L'hypothèse de la monnaie née sous l'égide de commerçants pour répondre aux difficultés inhérentes au troc fait preuve de peu de valeur logique et se fonde « sur une superbe ignorance des matériaux historiques »[4]. Le fait est qu'à ce jour, aucun.e historien.ne ni anthropologue n'a pu trouver de trace du pays du troc décrit par Smith. Dès le début du 20ème siècle, l'histoire commerciale et l'anthropologie mettaient à jour l'incompatibilité du récit libéral avec les faits prouvés par ces disciplines. En 1913, l'économiste A. Mitchell Innes relève déjà que l'hypothèse « Troc-Monnaie-Dette » repose sur de « maigres preuves historiques » et sur « l'absence d'examen critique de leur valeur »[5]. Dans les mêmes années, Marcel Mauss met à mal le récit ahistorique des libéraux sur l'origine de la monnaie, cette fois du point de vue anthropologique[6]. Mais les économistes feront tout simplement la sourde oreille. « La nouvelle histoire n'a jamais été écrite. (…) Les manuels n'ont pas changé leur version, même si toutes les données montraient clairement qu'elle était fausse »[7].

Fait remarquable, aujourd'hui encore, le récit fondateur du libéralisme reste largement diffusé : dans les manuels scolaires, les musées, les médias, les livres d'économie, etc. Il imprègne tellement nos sociétés qu'il passe aux yeux de toustes pour une histoire de bon sens[8]. Pourquoi cette fiction est-elle répandue à tout vent, même auprès des économistes, malgré son manque de crédibilité historique et anthropologique ? Quand l'histoire est réécrite, c'est pour contrôler la réalité au service d'une idéologie, que ce soit consciemment ou inconsciemment. Alors, quels éléments indispensables au pouvoir de l'idéologie libérale se cachent dans le mythe fondateur ? Et quel est le rapport entre tout ceci, les politiques néolibérales actuelles et les inégalités de genre ? C'est ce que nous allons découvrir au travers de l'histoire : celle passionnante de l'origine de la monnaie, une histoire de pouvoir, de souveraineté et de guerres ; et celle du côté obscur du siècle des Lumières, dont l'ombre façonne toujours notre perception du monde, des relations humaines et du rôle de l'Etat.

Le monde imaginaire d'Adam Smith : une économie affranchie de la sphère sociale et politique

Dans le pays imaginaire du Troc décrit par les économistes classiques du 18ème et 19ème siècles, Lilitu, Luqa, Baltasar et Dina ne sont ni amis ni ennemis, ou en tous cas cela n'affecte nullement leurs échanges. La relation se fait d'égal à égal, sans qu'aucune différence de statut ou de fortune n'impacte l'échange. Peu importe leur nom, d'où ils viennent, ou que leur mère soit morte hier, on s'en fout. Chacun est motivé par son propre intérêt, la rencontre se fait dans une neutralité absolue, elle est purement économique[9]. Lilitu et Luqa se contentent d'échanger des biens qui leurs sont utiles et qui

[4] Maucourant J., *Pour une économie historique de la monnaie : recueil de travaux,* Moneta, 2008, p.28 URL : https://shs.hal.science/halshs-00357894v1

[5] Mitchell Innes A., *What is money ?*, in *The Banking Law Journal*, Vol. 30, Mai, 1913, p. 377-408 URL : innes-a-mitchell_what-is-money-1913-may.pdf p.2
Aussi Mitchell Innes A., *The Credit Theory of Money*, in *The Banking Law Journal*, Vol. 31, Dec./Jan.1914, p. 151-168 URL : innes-a-mitchell_credit-theory-of-money-1914-dec-jan.pdf

[6] Marcel Mauss, *Les origines de la notion de monnaie. Communication faite à l'Institut français d'anthropologie*, dans *Comptes-rendus des séances*, II, tome I, supplément à l'Anthropologie, n°25, 1914, p. 14 à 19. Et Marcel Mauss, *Essai sur le don : forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, dans *L'année sociologique*, nouvelle série, 1923-1924, t. I.

[7] David Graeber, *Dette (…), Op. Cit.,* p. 53

[8] *Ibid*., p.38-39

[9] *Le mythe du troc : épisode 1 / 4,* podcast *La valeur de la monnaie*, dans « *Entendez-vous l'éco* » de Tiphaine de Rocquigny, France Culture, 4 :43

sont présentés comme leurs propriétés privées dans une indifférence totale. Vous trouvez ça crédible, vous ? Lilitu et Luqa sont voisins, mais n'entretiendraient aucun lien de voisinage susceptible d'influencer la transaction ? Pas d'histoire d'amitié, de famille, d'amour ou de haine, pas de statuts différents, rien ? « Et c'est précisément ce qui rend le mythe du troc si absurde. Avant l'invention de l'argent, nous n'étions pas tous des pro de la maximisation du profit qui faisaient des affaires les uns avec les autres anonymement » [10]. Comme le dit Marcel Mauss, les économistes classiques ont réduit les êtres humains a des vecteurs économiques, des machines qui n'agissent que dans leur propre intérêt. Joyeux, non ? Et totalement hors sol, avouez.

Penser l'économie comme une entité hermétiquement distincte des sphères politiques et sociales est quelque peu absurde. L'échange de biens est aussi un échange social : Luqa a peut-être cédé davantage d'orge à Lilitu que ce que ne valaient ses céramiques, pour lui faire plaisir ou pour marquer son respect. Au contraire, il a pu essayer d'obtenir un maximum de tissus de Baltasar pour un minimum de céramiques, parce qu'il ne l'apprécie pas ou qu'il ne le reverra plus jamais. Dans les sociétés réelles d'avant la monnaie, lorsqu'il y a des échanges, on ne fait pas payer la même valeur pour un même bien à sa fille, son amant, sa cousine, son voisin, le chef du village ou à un inconnu. « Si on se soucie d'une personne, on va prendre en considération ses besoins, ses désirs et sa situation personnelle »[11]. Les frontières entre le social et l'économique ne sont pas étanches. En fait, la réalité historique d'avant la monnaie se trouve à l'exact opposé du mythe du troc : dans les échanges directs, c'est la relation avec les autres qui est au centre du système[12]. Marcel Mauss démontre dès le début du 20ème siècle qu'aussi bien en Malaisie, dans l'océan indien, au Canada, en Alaska ou encore en Indonésie, les relations entre personnes dans les économies sans argent jouent un rôle important. Il décrira les échanges directs basés sur les relations sous le nom d'économie de don[13].

Mais admettons que Luqa se fout totalement de Lilitu, laquelle le lui rend bien, tout comme Baltasar et Dina. Tout ce petit monde fait du commerce dans une indifférence polie, chacun et chacune accumulant les biens matériels pour son propre profit. Eh bien ! Selon Adam Smith, ce faisant, ils contribuent involontairement au bien-être général[14]. Réfléchissez : Luqa, en cultivant l'orge pour son intérêt personnel, nourrit la communauté. Et plus il va cultiver d'orge, plus la communauté pourra bénéficier des fruits de son travail. Il pourra par exemple engager des ouvriers pour cultiver encore plus, et participer ainsi à l'abondance de la société. C'est le concept de « la main invisible » : l'intérêt personnel construit naturellement le bonheur collectif. A l'opposé, Adam Smith juge négativement les personnes qui défendent des intérêts collectifs et qui travaillent dans l'ordre politique, les accusant d'être à la poursuite de l'amour d'eux-mêmes. Comme le souligne le Professeur en économie politique Jean-Michel Servet, « Ainsi les vertus commerçantes sont opposées aux folies et aux passions tant des grands de ce monde que de la populace, et tout ceci ne fait que légitimer et donner prestige aux activités commerciales longtemps méprisées »[15]. S'occuper de son intérêt privé en commerçant

[10] *Est-il vrai que le troc a été la première forme de monnaie ?,* ARTE, Émission de la série « Est-il vrai que ? » du 20/08/2025, 21 : 20 Disponible jusqu'au 19/08/2026.
[11] David Graeber, *Dette (…), Op. Cit.,* p.43 et 45
[12] KozlowsKi G., *Une dette sans fin,* dans *Un autre point de vue sur l'austérité*, Les cahiers du fil rouge n°19, Collectif Formation Société – CFS asbl, Bruxelles, décembre 2013, p.34-35 URL : **fil_rouge_19_web.pdf**
[13] Pour un aperçu de ce qu'est l'économie de don, voir *Est-il vrai que le troc a été la première forme de monnaie ?*, ARTE, *Op. Cit*, à partir de 16 : 46
[14] *La main invisible d'Adam Smith : Concept et implications*, Fiches-de-cours.com, 19 mai 2024
[15] Jean-Michel Servet, *Le troc primitif, un mythe fondateur d'une approche économiste de la monnaie*, Persée, Revue Numismatique, 6e série, Tome 157, 2001, p.26-27

s'avère rationnel et générateur de bien collectif, tandis que s'occuper de l'intérêt collectif est narcissique et amène des comportements irrationnels, mûs par les émotions humaines.

La méfiance est donc instaurée par rapport aux domaines politiques et sociaux, guidés par les passions. Le commerce est promu supérieur à eux, c'est lui qui régule la société de manière rationnelle et la guide naturellement vers le bonheur collectif[16]. Fondamentalement, le mythe du troc amène à concevoir le monde comme principalement économique, « dont la caractéristique essentielle est que les relations d'intérêt règlent l'ordre social et soumettent l'ensemble des autres mobiles d'action »[17]. Ce que sous-tend le mythe du troc, c'est qu'il est possible qu'une société fonctionne parce que les individus commercent, sans besoin d'autres interventions[18]. Re tadaaaam ! Pas besoin de Souverain, d'Etat ou d'un quelconque pouvoir politique pour réguler la société, la liberté du commerce suffit ! Smith soutient que « la propriété, la monnaie et les marchés non seulement ont préexisté aux institutions politiques, mais sont le fondement même de la société humaine »[19]. Même pour déterminer la valeur des biens, nul besoin d'une quelconque autorité externe, les commerçants s'en chargent et le marché fait loi. La détermination de la valeur est purement économique[20]. Le Roi est mort, vive le commerçant et le banquier, qui font marcher le monde ! Oui mais à nouveau, il y a collusion entre la réalité historique et la fiction libérale : au départ des sociétés sans monnaie, il n'y a pas le commerce de biens conçus comme des propriétés privées, mais des biens massivement socialisés gérés par une autorité. Les premières grandes cités antiques sont régulées par le pouvoir politique et/ou religieux, pas par une économie qui ressemblerait à une économie de marché. Ensuite, c'est l'Etat qui instaurera la monnaie. Il sera seul à pouvoir émettre les pièces de monnaie et à fixer les prix. Le but ? Payer l'armée et les mercenaires. Le commerce va alors, et alors seulement, commencer à ressembler à ce que nous appelons « une économie de marché » telle que nous la connaissons aujourd'hui.

Biens communs, pouvoir politique, taxes et armée : la réelle histoire de l'origine de la monnaie

En 3300 avant notre ère, en Mésopotamie, dans la région de l'Irak actuel, des pictogrammes sont gravés sur des tablettes d'argile. C'est la naissance de l'écriture. Et quelle est la première chose que l'humain ait écrite ? Un traité de philosophie ? Une épopée captivante ? Hé bien non. Très pragmatiquement, il a inscrit « qui a des dettes envers qui et à hauteur de combien ? »[21]. L'invention de l'écriture répond à des besoins de comptabilité. L'économie sumérienne est basée sur la socialisation des biens, gérés par de vastes complexes de temples et de palais. En réalité, quand Luqa a besoin de céramiques, il va en demander au Temple, qui centralise les ressources. Les gestionnaires du Temple lui donnent ce dont il a besoin et inscrivent la valeur de ce qui a été donné sur une tablette. Luqa pourra rembourser le Temple à la prochaine récolte, avec son orge. Le Temple distribue les ressources en fonction des besoins et inscrit qui a pris quoi et combien. Il comptabilise ce qu'il a en

[16] Pour en savoir plus sur les rapports ambigus entre le libéralisme et les pouvoirs politiques et sociaux, voir l'étude de Juliette Léonard, *La droite et les femmes*, CVFE, juillet 2025

[17] Jean-Michel Servet, *Le troc primitif, un mythe fondateur d'une approche économiste de la monnaie,* Persée (…), *Op. Cit.,*p.24

[18] *Idid.* p.28

[19] David Graeber, *Dette (…) Op. Cit.,* p.34

[20] *Le mythe du troc : épisode 1 / 4,* podcast *La valeur de la monnaie*, dans « *Entendez-vous l'éco* » de Tiphaine de Rocquigny, France Culture, 6 :20

[21] *Est-il vrai que le troc a été la première forme de monnaie ?,* ARTE, Émission de la série « Est-il vrai que ? » du 20/08/2025, à partir de 05 :15. Disponible jusqu'au 19/08/2026.

réserve, ce qu'il reçoit, ce qu'il distribue et ce qu'il déplace[22]. Contrairement à ce que dit Adam Smith, la propriété, le marché et le commerce ne sont pas venus en premier. Bien avant la monnaie, au fondement des premières civilisations utilisant l'écrit, les terres, les biens et les ressources étaient communautarisées. Le pouvoir politique et religieux, au travers du réseau des Temples et des Palais, gérait l'ensemble. Et pas uniquement en Mésopotamie, mais un peu partout où les premières cités antiques sont apparues. Ainsi, à la même époque, en Egypte, les traces archéologiques et les premiers écrits révèlent que les terres appartenaient au pharaon et que les productions étaient aussi centralisées. L'économie dans son ensemble est gérée par des directeurs de Temples, des dignitaires ou des collectivités locales, qui déterminent ce qu'il faut produire, centralisent, redistribuent, attribuent en location, etc.[23] Les biens, récoltes et terres ne sont définitivement pas des biens privés utilisés dans un cadre de recherche de profit individuel.

Ce qui est venu en premier ce n'est pas le troc, mais la dette. Combien Luqa doit au Temple. Cette dette peut aussi venir de taxes ou de la location de parcelles de terre pour des éleveurs ou agriculteurs, puisque la terre appartient au souverain et est « louée » par les individus. Elle ne devait pas forcément être remboursée selon les critères actuels. Elle l'était quand la personne pouvait, à hauteur de ce qu'elle pouvait, et avec les moyens dont elle disposait. Pour mesurer ces dettes, les autorités utilisaient l'orge et l'argent métal, qui est un simple morceau de métal sans estampillage qui ne sert qu'à la comptabilité. Il était rare que les personnes remboursent les dettes avec ces bouts de métal, qui restaient en réalité dans les trésors des temples et des palais. Elles payaient plutôt en céramiques, en meubles, en chèvres… avec ce qu'elles avaient. Peu importait le moyen, tant que le remboursement se faisait dans le cadre défini par le souverain. La monnaie-argent et l'orge servaient simplement à mesurer la valeur des dettes fixées par les administrateurs des temples et palais, rien d'autre[24]. « La monnaie n'est pas le produit de transaction commerciale. Elle a été en réalité créée par des fonctionnaires pour garder trace des ressources et déplacer des choses entre des services » et pour comptabiliser les dettes[25]. C'est donc les autorités qui fixent les mesures. Et c'est elles qui donneront plus tard à l'argent sa forme actuelle. Allons observer cette naissance en faisant un grand un bond dans le temps, qui nous emmène au VIIème siècle avant notre ère, dans le même coin du monde (à la grosse louche) : au royaume de Lydie.

Vous connaissez l'expression « gagner le pactole » ? Elle vient du nom d'une rivière, le Pactole, qui traversait le royaume de Lydie et dont les sables regorgeaient de paillettes d'or. Grâce à cet or, les lydiens et lydiennes, passés maîtres dans la métallurgie, s'adonnaient au commerce des métaux précieux et des bijoux qu'ils fabriquaient avec, rendant le royaume et son peuple riches et prospères[26]. Alyatte, le roi de ce petit royaume, décida à cette époque de battre de la monnaie avec cet or, instaurant pour la première fois une monnaie en métal précieux officiellement émise par un gouvernement[27]. Un peu plus tard, son fils Crésus fut le premier à frapper les pièces en or pur, leur donnant leur forme définitive[28]. Crésus est à la tête de la plus redoutable armée de l'époque, ce qui va

---

[22] Augustin Remond, *Pourquoi l'homme a-t-il inventé l'écriture*, dans *Revue Histoire,* 26 décembre 2024

[23] Bernadette Menu, *Histoire économique et sociale de l'ancienne Égypte* – Volume 1 – Tome 1, CNRS Editions, 2018 ; Pour en savoir davantage sur les développements actuels des savoirs sur l'économie égyptienne : *Les Annales en débat : L'économie de l'Égypte ancienne,* dans Annales. Histoire, Sciences Sociales, Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales (Ed. EHESS), 06 janvier 2017

[24] *Est-il vrai que le troc a été la première forme de monnaie ?,* ARTE (…), *Op. Cit.*, à partir de 05 :15

[25] David Graeber, *Dette (…), Op. Cit.,* p.51

[26] Pour en savoir plus : Maurice Sartre, *Histoire grecques. Chapitre 3 : Une monnaie lydienne ou Les origines de la monnaie*, éd. Le Seuil, 2009, pp. 45 à 54

[27] Everett Millam, trad. Babath Etiève-Cartwright, *Importance du Statère Lydien en tant que Première Pièce de Monnaie au Monde - Encyclopédie de l'Histoire du Monde*, 14 août 2024

[28] *Est-il vrai que le troc a été la première forme de monnaie ?,* ARTE (…), *Op. Cit.*, 07 : 16

lui permettre de mettre la main sur l'ensemble des cités grecques situées le long de la mer Egée[29]. Il va imposer le paiement d'un tribut aux régions conquises et des taxes sur les marchandises transitant sur son territoire, que ce soit par voies terrestres ou maritimes, enrichissant encore davantage le royaume et ses caisses personnelles déjà bien fournies (d'où l'expression « riche comme Crésus »)[30]. Mais 15 ans après son accession au trône, il va perdre la guerre qu'il a entreprise contre le roi des Perses. Les vainqueurs adoptent les pièces de monnaie qu'ils trouvent en pagaille, et distribuent ces pièces comme une sorte de médaille aux soldats et aux mercenaires, en reconnaissance de leurs accomplissements. Alexandre Legrand, Roi de Macédoine, va à son tour conquérir l'empire Perse et fera fondre l'or qu'il trouve pour, lui aussi, en faire des pièces de monnaie afin de payer ses soldats[31].

Oui, mais que peuvent donc bien faire les soldats de ces sortes de médailles ? C'est bien gentil, mais Luqa, qui voyage avec nous, vient d'être enrôlé par le Roi pour faire la guerre… comment va-t-il manger sans ses cultures d'orges ? Pour régler ce problème, le roi va exiger la perception des taxes imposées aux marchands en monnaie. Jusque-là, souvenez-vous, les taxes pouvaient se payer avec ce qu'on avait. Dorénavant, c'est fini : il faut régler les taxes en argent sonnant et trébuchant. Le tavernier, la boulangère, les fournisseurs de légumes et autres denrées, tout le monde aura donc besoin de cette monnaie, et va se mettre à la rechercher. Luqa et les autres soldats pourront ainsi échanger leur monnaie contre n'importe quelle marchandise. Les pièces commencent alors à circuler dans un cadre qui ressemble davantage à une économie de marché. « Tout au long de l'antiquité, ce que l'Etat fait avec ses recettes fiscales est plutôt simple. L'État romain ne les prélève que pour payer ses soldats. Tout le reste lui est totalement égal. Les dépenses sociales telles que nous les connaissons aujourd'hui n'existent pas. Le but est de consolider la domination à travers les dépenses militaires »[32]. La monnaie n'est pas née pour simplifier les échanges de marchandises. Son origine est d'abord un acte politique de souveraineté. « Depuis les premières pièces frappées par les rois de Lydie jusqu'aux monnaies numériques contemporaines, la monnaie a toujours été le miroir du pouvoir : un symbole d'autorité, de confiance et de domination »[33]. Le pouvoir politique utilise la monnaie pour asseoir, fortifier et agrandir sa souveraineté, grâce à l'armée.

A ce stade, aucun élément du mythe du troc ne tient encore la route. La séquence historique est exactement à l'inverse de celle imaginée par Adam Smith : le « Troc-Monnaie-Dette » imaginé par l'économie libérale naissante a en réalité été « Dette-Monnaie-Troc ». Les biens ne sont pas des propriétés privées au départ des sociétés humaines, que les individus se seraient échangés dans un rapport purement économique. C'est la socialisation des biens qui prévaut largement, ce qui amène les autorités à concevoir un moyen de calculer la valeur des dettes. Puis dans les empires devant gérer et maintenir sous leur joug de grands territoires, la monnaie sera imposée grâce aux taxes. Elle sera un instrument de pouvoir et de contrôle qui permet d'entretenir une armée, garante de l'autorité de l'Etat et de la soumission des territoires annexés. L'économie de marché ne sera qu'une récupération du système monétaire par les commerçants. Quant au troc, il apparaît plus tard, dans les sociétés qui utilisent la monnaie quand, pour une raison quelconque, les personnes n'en ont pas. « Les systèmes complexes de troc surgissent souvent dans le sillage de l'effondrement d'une économie nationale, les exemples les plus récents sont la Russie dans les années 1990 et l'Argentine vers 2002 »[34].

[29] Kevin Leloux, *Crésus, le plus riche des rois de Lydie*, éd. Perrin, 2023
[30] *Crésus, le souverain le plus riche de l'Antiquité. Entretien avec Kevin Leloux,* dans Conflits : Revue de Géopolitique, 27 décembre 2023
[31] *Est-il vrai que le troc a été la première forme de monnaie ?,* ARTE (…), *Op. Cit.*, à partir de 07 : 16
[32] *Id.*
[33] *La monnaie, une invention politique avant d'être économique,* dans *Prohistoire*, 5 octobre 2025
[34] David Graeber, *Dette (…), Op. Cit.,* p.49

Dès le départ, le libéralisme est davantage un choix de société qu'une affaire d'économie. C'est l'imposition et la valorisation d'une vision de l'être humain comme individualiste et mû uniquement par son intérêt personnel, ce qui serait une bonne chose pour tout le monde. Le mythe du Troc joue le rôle de genèse d'une histoire humaine réinventée, qui légitimise une économie de marché libérée des sphères sociales et politiques, qui régule seule les sociétés et qui est source de civilisation. L'origine de l'argent comme instrument de pouvoir et de contrôle y est simplement effacée, tout comme les inégalités sociales, dissoutes dans des relations commerciales qui sont conçues comme rationnelles et d'égal à égal.

L'ombre des Lumières - Naturalisation des inégalités

Dans sa célèbre dystopie « 1984 », Georges Orwell décrit un « ministère de la Vérité », où Winston altère continuellement les documents historiques. La manipulation perpétuelle des faits transforme le mensonge en vérité, ce qui permet de façonner la réalité perçue pour maintenir le pouvoir du Parti. En réalité, il est peu probable qu'Adam Smith ait voulu nous embrouiller volontairement pour asseoir une idéologie préconstruite. Il était sans doute davantage le reflet de la « structure des mentalités collectives d'un moment »[35]. Son mythe du troc est révélateur de la manière de concevoir le monde dans la société où il vit au moment où il vit. Le 18ème siècle connaît l'essor du capitalisme et la montée de la Révolution industrielle. « L'urbanisation s'accélère, le commerce atlantique enrichit les élites marchandes, l'alphabétisation progresse grâce à l'imprimerie »[36]. La croissance urbaine et l'augmentation des échanges engendrent la naissance d'une première société de consommation[37]. Des intellectuels se réunissent un peu partout en Europe, réfléchissant aux structures économiques, politiques et sociétales en pleine mutation. Ce mouvement, qu'on appellera la philosophie des Lumières, développe un amas de pensées bigarrées qui valorisent la raison, l'individualisme et la liberté[38]. La propriété, la vie et la liberté sont définis comme un droit inaliénable, et les Lumières s'opposent à l'intervention de l'Etat dans toute restriction des droits[39].

Smith se positionne dans ce cadre en cherchant à démontrer que l'intérêt individuel peut conduire à un bien commun. L'économie du commerce devient garante de l'ordre social et public, puisqu'elle est censée réguler les relations entre les êtres humains de manière rationnelle. L'Etat ne doit pas intervenir dans l'économie et les inégalités sont naturalisées. Selon Smith, la liberté est une donnée naturelle et l'intérêt individuel mène à l'intérêt général. « Au niveau social, ce credo sous-entend que la pauvreté crée la pauvreté. Puisque les individus naissent libres et égaux, les inégalités sociales et économiques existantes, et a fortiori les inégalités de sexe sont perçues comme naturelles »[40]. Les changements culturels du 18ème siècle, avec l'exaltation de l'amour maternel, « fondé sur une idéalisation de la « nature » féminine », viennent renforcer l'idée de rôles sexués naturels et

[35] J. Maucourant, *Pour une économie historique de la monnaie: recueil de travaux*, Moneta, 2008, p.32 URL : https://shs.hal.science/halshs-00357894v1

[36] *La philosophie des Lumières : panorama complet,* Philosophes.Org, 05/10/2025

[37] Rochefort S., *Les Lumières : philosophie, raison, savoirs et critique sociale au 18e siècle*, Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe, mis en ligne le 12/09/25. Permalien : https://ehne.fr/fr/node/22618

[38] *Comprendre la théorie d'Adam Smith : Fondements et impact*, Webzine Umvie.com, 11/11/2024

[39] Sophie Martin Dubois, *L'Impact des Courants Philosophiques des Lumières,* mescoursd'histoire.fr, 13 octobre 2024, Actualisé mars 2026

[40] Govers, P., *La neutralisation de la parentalité : décryptage des rapports de pouvoir au cœur de la parentalité*, dans Hoang, T. & Huart, F. *En avoir ou pas ? Les féministes et les maternités* (pp.63-70), Université des Femmes, 2013 URL : La neutralisation de la parentalité, p.2

spécifiques[41]. Ainsi, pour Rousseau, « les femmes sont naturellement différentes, leur vertu réside dans la modestie et la dépendance »[42]. C'est là une des limites de l'universalisme des droits prôné par Adam Smith et les Lumières : il ne concerne pas les femmes. C'est un universalisme au masculin. Le standard du père qui ramène l'argent à la maison, de la mère au foyer pourvoyeuse du « care » et de deux ou trois enfants obéissants et aimants formatera nos sociétés au modèle idéal bourgeois[43]. La division du travail justifie des rôles économiques genrés, en renvoyant hommes et femmes à des « aptitudes naturelles » différentes qui déterminent la place de la femme à la maison et celle de l'homme au travail. Auguste Comte (1798-1857), considéré comme le père de la sociologie, en accord avec la pensée dominante de l'époque, s'évertuera à montrer « l'incompatibilité radicale de toute existence sociale avec cette chimérique égalité des sexes », les hommes et les femmes ayant un rôle bien spécifique à remplir dans « l'économie naturelle de la famille humaine »[44].

Tout en critiquant les privilèges de classe d'une société aristocratique passée et en prônant la justice sociale, Adam Smith a tendance à ignorer les inégalités et les injustices sociales inhérentes à l'économie de marché dans sa propre civilisation. Dans la réalité historique et sociologique, l'intérêt personnel ne garantit pas le bien social ; il aggrave les inégalités qui existent dans cette nouvelle société. « Dans un système où le capital et les ressources sont concentrés entre les mains d'une élite, le bien-être général peut être compromis au détriment des classes les plus défavorisées »[45]. En même temps, le contexte d'essor économique lié à l'exploitation coloniale et à la traite esclavagiste s'allie mal à l'idée d'un commerce universaliste, basé sur des relations entre des individus libres et égaux. Adam Smith a été un défenseur de l'abolitionisme. Il désapprouvait moralement l'exploitation d'autres êtres humains et a démontré que l'esclavagisme était nuisible à l'économie[46]. Mais affirmer une égalité là où il y a des inégalités de base empêche de penser ces dernières. Dans les faits, la concentration des biens et des moyens de production dans les mains des européens est forcément porteuse d'inégalités au détriment des populations exploitées, quand bien même l'esclavagisme serait aboli. C'est d'ailleurs ce qui va se passer.

Enfin, centrés sur « la pensée et les traditions européennes, qui ont souvent été considérées comme supérieures à celles des autres cultures et civilisations »[47], les penseurs du 18ème siècle universalisent la conceptualisation de la société occidentale en la considérant comme « civilisatrice ». Cet eurocentrisme empêche Adam Smith d'intégrer d'autres formes d'économies et de sociétés à ses

---

[41] Hallama P., *Histoire de la paternité aux xix^e^ et xx^e^ siècles*, Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe (EHNE), mis en ligne le 22/06/20. Permalien : https://ehne.fr/fr/node/12353

[42] *La philosophie des Lumières : panorama complet,* Philosophes.Org, 05/10/2025

[43] Hallama P., *Histoire de la paternité* (…), *Op. Cit.* Au sens historique du terme, au 18ème siècle, les bourgeois sont les commerçants, les banquiers et les professions libérales. En fait, c'est les personnes ne travaillant pas de leurs mains mais qui ne sont pas nobles. Au 19ème siècle, les industriels et les banquiers détenteurs des moyens de production accumulent les fortunes et forment la classe bourgeoise supérieure. Les commerçants prospères, négociants, marchands établis et certaines professions libérales (avocats, médecins, etc.) forment principalement la bourgeoisie moyenne. Tout le reste des commerçants, les boutiquiers, les artisans et les professions libérales moins « nobles », comme les apothicaires, les officiers de santé, etc. forment la petite bourgeoisie, ou bourgeoisie inférieure.

[44] Govers, P., *La neutralisation de la parentalité* (…), *Op. Cit.*, p.2

[45] *Comprendre la théorie d'Adam Smith : Fondements et impact*, (…) *Op. Cit.*

[46] Selon sa théorie de l'intérêt privé qui favorise l'intérêt commun, il a défendu le point de vue que « les personnes libres travaillent davantage que des esclaves et investissent dans l'amélioration des terres, motivées par leur intérêt de gagner plus ». *Pour Adam Smith, l'esclavage n'a pas amené la prospérité – Archives de Contrepoints*, IREF (Institut de Recherches Économiques et Fiscales) asbl, 10/07/2020

[47] *Philosophie des Lumières* - Je pense donc je suis

réflexions, réduisant le monde passé et présent à la civilisation occidentale. C'est ce qu'il fera en interprétant les manières d'échanger des biens des peuples sans monnaie au prisme d'une pensée formatée à l'économie de marché. Pire : en universalisant la raison, la philosophie des Lumières « a créé des lectures faussées des civilisations et donné lieu au projet dangereux de faire jouir les autres peuples des progrès de la civilisation occidentale et, en particulier, des conquêtes révolutionnaires »[48]. Avec l'intention de donner accès à la « civilisation » et la connaissance aux autres peuples, « les anti-esclavagistes deviennent colonialistes en vertu des principes démocratiques »[49]. L'universalisme des Lumières « se révèle ainsi souvent partiel, exclusif, eurocentré : universel en théorie, il admet en pratique des exceptions pour les femmes, les non-Blancs, les colonisés, les pauvres sans propriété"[50].

La naturalisation des inégalités et le sentiment de supériorité de l'élite européenne qui se conçoit comme ayant une « mission civilisatrice » ne sont pas anodins. Ils sont significatifs d'une pensée construite uniquement par et pour une élite intellectuelle composée d'hommes blancs propriétaires. Tout en proclamant l'universel des droits humains, les Lumières ont simultanément légitimé la domination des hommes sur les femmes, des propriétaires sur les « pauvres », des européens sur les autres peuples et de la domination coloniale[51]. Le libéralisme porte dès son origine des inégalités structurelles impensées et/ou considérées comme naturelles. Luqa et Baltasar ne font pas partie de l'équation tels quels, il faut d'abord les civiliser. Il semble que les troqueurs à l'origine du commerce étaient européens dans la pensée de Smith, et pas Sumériens. Quant à Lilitu et Dina, étant femmes, non européennes et pas forcément issues d'une famille de propriétaires accumulant les biens, elles n'ont aucune chance d'être incluses dans l'universalisme des Lumières et sont invitées à retourner s'occuper de leurs foyers plutôt que de s'aventurer dans le commerce, qui est une affaire d'hommes blancs rationnels et sérieux.

Valorisation de l'individualisme avide au nom du rationalisme et du bien collectif, méfiance envers les sphères sociales et politiques qui déclenchent les passions, rôle restreint de l'Etat, le commerce comme fondement des sociétés humaines et régulateur de celles-ci, naturalisation des inégalités dans un système qui se veut égalitaire et raisonnable par nature… que reste-t-il aujourd'hui de tout ça ? La plupart des économistes ne peuvent plus ignorer l'origine imaginaire du mythe du troc, pourtant il reste présenté dans les cours d'économie, parfois même d'histoire, comme dans les médias et autres lieux sous l'allure de réalité historique. Et depuis une cinquantaine d'années, il est le support toujours légitimant d'une économie de marché qui change pourtant certains paramètres du libéralisme. Une économie qui se veut souveraine, soumettant le social et le politique à sa volonté, en soutenant que c'est la seule chose raisonnable à faire.

Le tournant néolibéral : une économie du libre marché devenue Maître et Dieu

A l'origine du mythe fondateur du libéralisme, Smith ne sacralise pas le marché comme les personnalités politiques européennes le font aujourd'hui. Il soutient que l'État doit intervenir dans certains domaines, par exemple pour garantir la concurrence et protéger les consommateurs contre les pratiques anticoncurrentielles, pour assurer l'éducation publique, les infrastructures et la sécurité

[48] *Les Lumières, l'esclavage et l'idéologie coloniale. xviii*e*-xx*e *siècles*, dir. P. Pellerin, Paris, Classiques Garnier, «Rencontres», 2020

[49] *Ibid.*, p.9

[50] *La philosophie des Lumières : panorama complet,* Philosophes.Org, 05/10/2025

[51] A ce sujet, la littérature nourrissant les critiques postcoloniales est dense. On peut citer des auteur.ices comme Gayatri Spivak, Edward Saïd, Achille Mbembe ou Dipesh Chakrabarty.

des personnes[52]. « Sa pensée économique s'enracine dans sa philosophie morale : la sympathie, capacité à se mettre à la place d'autrui, fonde la confiance nécessaire aux échanges »[53]. Ce ne sera pas forcément le cas de tous ses contemporains et successeurs. Par exemple, Charles Coquelin, un des principaux rédacteurs du *Journal des économistes*, déclarait en 1848 : « Laissez faire, laissez passer, ces mots sublimes que l'ignorance dédaigne. » Pour les libéraux, « la Science », terme qu'ils utilisaient pour désigner l'économie politique, « était composée de « lois naturelles », fixées par la providence et auxquelles il fallait toujours obéir, sous peine de catastrophes »[54]. Aujourd'hui, cette logique d'une économie de marché libre est recyclée. Mais pour que cette économie de marché libre développe sa pleine puissance, il ne faut pas juste que l'Etat s'abstienne d'intervenir. Au contraire, l'Etat doit créer les conditions qui lui sont favorables. L'Etat doit être au service de l'économie libérale. D'une économie autonome des sphères politiques et sociales, le libéralisme d'aujourd'hui a basculé vers une économie au-dessus de tout le reste, assujétissant tous les autres domaines : politique, social, institutionnel, etc.

Dans les années 1970-1980, les hommes et femmes politiques de centre gauche d'Europe et des USA ont adopté les dogmes promus par Thatcher et Reagan : « la dérégulation, la privatisation, la libéralisation financière ou encore la glorification de l'entreprise privée »[55]. Ce sont là les caractéristiques centrales du néolibéralisme. Les crises économiques de l'Europe et des USA depuis ces années sont pensées uniquement en termes libéraux. L'*homo oeconomicus* présent en filigrane dans le mythe du troc réapparaît significativement, réduisant la conception des êtres humains à des machines au service de l'économie. Cet être mythique uniquement rationnel qui cherche à maximiser son intérêt personnel dans une relation neutre d'égal à égal et qui serait bénéfique à la collectivité est un élément central des théories économiques dominantes[56]. Le processus pliant l'ensemble des domaines de la vie en société aux lois d'une économie de marché débridée, perçue comme seul modèle valide malgré son manque de légitimité historique et anthropologique, est déjà à l'œuvre sous le gouvernement social-chrétien-libéral Martens-Gol (1981-1985) [57]. Depuis lors, en Belgique, l'ensemble des choix politiques et sociétaux des différents gouvernements, qu'ils impliquent la droite, le centre ou une partie de la gauche de l'échiquier politique, se résument à des choix au service de l'économie dite néolibérale.

Pour justifier cette toute puissance de l'économie de marché sur tous les autres domaines, a l'instar d'Adam Smith, la raison contre « les passions » est évoquée. C'est ce que suggère la sentence lancée en juin 2024 par le président du MR dans les tribunes de La Libre : « On va gérer le pays comme des ingénieurs, pas comme des poètes »[58]. Cette affirmation caricaturale oppose deux modes de gouvernance comme si elles étaient incompatibles, et divise la société en deux clans : les « rationnels », qui seraient les néolibéraux, et les rêveurs, qui font des choix politiques axés sur d'autres valeurs que celles purement économiques (une société solidaire et égalitaire, tenant compte de l'écologie, etc.). Ce à quoi des ingénieurs répondront : « Comme si on pouvait "gérer la société"

[52] *Comprendre la théorie d'Adam Smith : Fondements et impact*, (…) *Op. Cit.*
[53] *La philosophie des Lumières : panorama complet*, Philosophes.Org, 05/10/2025
[54] Denis Clerc, *Auguste Ott, doublement hétérodoxe*, Alternatives Economiques, 19/08/2024
[55] Dani Rodrik, Le néolibéralisme ou l'économie dévoyée, dans L'Economie politique, éd. Alternatives Economique, n°78, 2018/2, pp.81-93 URL : https://shs.cairn.info/revue-l-economie-politique-2018-2-page-81?lang=fr
[56] Id.
[57] Zoé Evrard et Damien Piron, *Accélération néolibérale et virage autoritaire : l'Arizona décodée*, dans *Politique : Revue belge d'analyse et de débat*, n° 130, été 2025 URL : https://hdl.handle.net/2268/333530
[58] Frédéric Chardon, *Georges-Louis Bouchez (MR) à La Libre : "On va gérer le pays comme des ingénieurs, pas comme des poètes"*, La Libre, 15/06/2024

comme on "gère" la conception d'un avion ou d'un pont. Comme si on pouvait gérer le pays uniquement avec des indicateurs économiques obsolètes comme le PIB ou dans le même mirage techno-solutionniste que celui qui nous ferait "régler" le climat »[59]. Ainsi démontrent-ils l'absurdité du totalitarisme soi-disant rationnel du néolibéralisme, qui veut faire de l'économie de marché la seule variable valable pour gérer les sociétés.

Pourtant, depuis une cinquantaine d'année, l'Europe et la grande majorité des gouvernements occidentaux reconfigurent « tous les aspects de l'existence en termes économiques »[60]. Si le néolibéralisme prône officiellement le dépérissement de l'État, en réalité, « l'État néolibéral entend moins s'effacer face au marché qu'en soutenir activement le fonctionnement et l'expansion »[61]. Pour ce faire, l'Etat restructure l'ensemble des institutions. Afin de faciliter la concurrence et l'efficacité des marchés, il met à mal la justice fiscale par de fortes réductions des cotisations sociales[62]. A cela s'ajoute toute une série de mesures fiscales généreuses sur les bonus, les déductions fiscales permettant aux entreprises de réduire leur base imposable et sur les revenus mobiliers, ce qui appauvrit les caisses de l'Etat en favorisant les plus nanti.es[63]. Sur le plan du droit du travail, l'interventionnisme de l'Etat a pris la forme d'une « flexibilisation croissante des dispositifs de protection et des travailleurs : aligner « l'offre de travail » sur la « demande » du marché justifie d'importantes dérogations »[64]. Les mesures déployées fragilisent l'emploi et les conditions de travail via la fin du tiers temps minimal pour le travail à temps partiel, l'augmentation des flexi-jobs et du travail étudiant ou encore la marginalisation des interlocuteurs sociaux et des corps intermédiaires[65]. Ce qui était conçu comme l'exception (la flexibilité) devient la règle : devoir cumuler des emplois pour vivre, n'avoir aucune sécurité d'emploi, être mobile, flexible, mal payé.e, fournir des heures supplémentaires sans compter ses efforts, être un simple engrenage de la machine productive, etc. Plus le temps passe, plus la situation parait normale, et « la majorité s'y plie selon un principe d'adaptation à la réalité »[66]. L'autorité des besoins de l'entreprise plie la norme sociale, et les travailleurs et travailleuses s'habituent et deviennent obéissant.es.

L'Etat social actif : un choix de société

Mais l'Etat ne se contente pas de favoriser les grandes entreprises grâce à des avantages économiques ou en dérégulant le secteur du travail, il impose aussi les lois de la concurrence et de la performance dans toutes les sphères sociales, en les faisant passer pour normales et raisonnables[67]. Les techniques de management ont envahi les administrations, les écoles, les hôpitaux, et même le secteur associatif. La responsabilité individuelle et l'« activation » des individus, conçus comme des machines à produire

[59] *Des ingénieurs répondent à Georges-Louis Bouchez,* La Libre, 19/06/2024
[60] Wendy Brown, *Défaire le Démos. Le néolibéralisme, une révolution furtive*, Ed. Amsterdam, 2018, p. 17
[61] Zoé Evrard et Damien Piron, *Accélération néolibérale* (…), *Op.Cit.*
[62] Juignet, Patrick. *Néolibéralisme - De l'idéologie néolibérale à la pratique du gouvernement*, dans *Philosophie, science et société*, 2020. https://philosciences.com/ideologie-neoliberale
[63] Rolin Mangala, *Pour un financement solidaire du système des pensions en Belgique*, dans *Un autre point de vue sur l'austérité* - Collectif formation société - ep, Cahier Fil Rouge n°19, décembre 2013, p.48
[64] Charlier Nathan, Daniel Zamora, Douillet Thomas, Duterme Tom, Lamine Auriane et Vielle Pascale, *Décoder l'Arizona (2/4) : la marchandisation accélérée de la Sécurité sociale ,* dans *Revue Politique*, 17/03/2025
[65] *Id.*
[66] Juignet, Patrick, *Néolibéralisme - De l'idéologie néolibérale à la pratique du gouvernement* (…), *Op. Cit.*
[67] Wendy Brown, *Défaire le Démos. Le néolibéralisme* (…), *Op. Cit.,* p. 65

au service de l'économie, sont les pierres angulaires des politiques sociales actuelles[68]. C'est le basculement vers l'État social actif, mis au service du marché. L'Etat prépare les allocataires à se réintégrer professionnellement et économiquement, il les y incite et les sanctionne quand ils n'y arrivent pas, peu importent les raisons[69]. Les régimes de sécurité sociale sont devenus transitoires et conditionnels, les individus sont poussés vers les emplois disponibles, quelle que soit la qualité de ceux-ci, la situation des personnes, ou l'inadaptation ou l'insuffisance des services de réinsertion professionnelle. « C'est une logique quantitative et d'adaptabilité aux besoins des employeurs qui est privilégiée, dans la droite ligne des mesures adoptées depuis trente ans, et accélérées sous le gouvernement Michel » [70]. Avec l'Etat social actif, « La question sociale est reformulée. De collective, la gestion des risques sociaux (chômage, maladie) tend à devenir individuelle. Hommes et femmes sont priés d'activer leurs compétences, de démontrer leur volonté d'agir et de participer »[71]. La solidarité et les résistances culturelles faussent le jeu du libre marché débridé, l'individualisation est donc valorisée. « De manière frontale, la doctrine néolibérale affirme la suprématie de l'économie et du marché sur les valeurs humaines »[72]. Les principes d'entraide, de réciprocité ou encore de justice, considérés comme des valeurs fondamentales jusqu'il y a peu, sont vilipendés tandis que l'égoïsme, l'individualisme, la compétition ou encore l'autoréalisation sont valorisés. L'idéologie néolibérale et libertarienne[73] inverse les valeurs au nom de l'utilitarisme. Le résultat de l'individualisation et de la valorisation de la poursuite des intérêts privés ? « Des individus isolés, sans identité, sans repère, expatriés, mis en concurrence les uns avec les autres sont totalement impuissants face à l'oligarchie politico-économique et aux systèmes hiérarchisés des entreprises »[74].

Les problèmes de pension, de chômage, d'exclusion sociale et économique, d'accès à la santé ou encore à la justice sont présentés comme des problèmes comptables et arithmétiques, alors qu'ils sont surtout des choix de type de société que nous souhaitons avoir : solidaire ou individualiste[75]. Les politiques d'austérité réclamées par la Commission Européenne et poussées à leur paroxysme par le gouvernement Arizona sont justifiées par la nécessité de « redresser les finances de l'Etat », lequel aurait été géré de manière désastreuse depuis 30 ou 40 ans au moins. Or, le surendettement actuel des Etats est entièrement dû aux conséquences directes des différentes crises financières qui se succèdent depuis 2008[76]. La pensée dominante, en ciblant l'Etat social comme responsable des dérapages budgétaires de ces dernières années, cherche à mettre à mal le Pacte Social instauré le 28 décembre 1944, « qui a consacré la solidarité sociale comme composante indispensable des politiques publiques en Europe occidentale »[77]. Historiquement, après plus d'un siècle de luttes ouvrières, cet

[68] Nathalie Collignon, *Repolitiser l'accompagnement des femmes victimes de violences*, Collectif contre les violences familiales et l'exclusion (CVFE asbl), février 2026
[69] *Décoder l'Arizona (2/4) : la marchandisation accélérée de la Sécurité sociale,* (…) *Op. Cit.*
[70] Govers, P., *La neutralisation de la parentalité* (…), *Op. Cit.,* p.2
[71] Biesemans Romain, Dupont Juliette, Gemander Ariane, Lou Vertongen Youri, Seron Vincent et Wasinski Christophe, *Décoder l'Arizona (3/4) : un néolibéralisme aux accents autoritaires,* dans *Revue Politique*, 17/03/2025
[72] Juignet, Patrick, *Néolibéralisme - De l'idéologie néolibérale à la pratique du gouvernement* (…), *Op. Cit.*
[73] Le libertarisme est une idéologie et une philosophie politique développée aux États-Unis qui prône la minimisation de l'État et une liberté personnelle maximale, le libre marché étant un pilier fondamental de son idéologie. Pour en savoir plus, cf. *Qu'est-ce que le libertarianisme ?* - Le quotidien global, 7 juin 2024
[74] Juignet, Patrick, *Néolibéralisme - De l'idéologie néolibérale à la pratique du gouvernement* (…), *Op. Cit.*
[75] Rolin Mangala, *Pour un financement (…) Op. Cit., Un autre point de vue sur l'austérité* - Collectif formation société - ep, p.47
[76] Gabriel Colletis, *Erreur de calcul du FMI ? Ou excès des zélateurs de l'austérité?* Tribune dans *Le Monde*, 28/01/2013
[77] Dupret Xavier, *La Belgique endettée*, Ed. Couleurs Livres, 2012.

acte marque le début de « la paix sociale », c'est-à-dire la création des conditions nécessaires pour que les individus et les différents groupes socio-économiques puissent coexister pacifiquement ensemble[78]. C'est ce socle qui assure un minimum de droits et de moyens à une vie décente pour chacune et chacun qui est attaqué. En déconstruisant le système de protection sociale, le néolibéralisme ne va pas protéger les travailleurs et travailleuses : il façonne la réalité aux besoins de l'économie du libre marché mondial.

Ethique et égalité au panier

« Plus l'économie est libre, plus elle est sociale, et plus le profit est grand pour l'économie nationale », écrivait Ludwig Erhard, le « père du miracle économique allemand »[79]**.** C'est évidemment faux : les inégalités sociales s'en trouvent au contraire renforcées, sans qu'aucune éthique ne vienne tempérer l'avidité d'une accumulation de capital par certain.es qui dépasse l'entendement. L'idéologie néolibéraliste est profondément asymétrique en termes de pouvoir. Dans l'ensemble des politiques mises en place par l'Arizona pour favoriser l'économie du libre marché, le gouvernement se veut « fort avec les faibles » (les chômeuses et chômeurs, les malades de longue durée, les personnes migrantes, etc.), tandis qu'il se montre « faible avec les forts » (la police, l'armée, les entreprises et les capitaux privés vers lesquels est dirigée la politique économique et fiscale du gouvernement)[80]. Le modèle défendu par le gouvernement Arizona se montre autoritaire. Selon le philosophe Grégoire Chamayou, « est autoritaire un pouvoir qui s'affirme comme étant le seul véritable auteur de la volonté politique »[81]. Plusieurs réformes portent la marque « d'un gouvernement qui tend à se concevoir comme le seul représentant légitime de la volonté publique »[82] : les politiques répressives et sécuritaires se multiplient et se durcissent, l'appareil militaire est massivement réinvesti, renvoyant l'État à son rôle de garant des infrastructures stratégiques de l'économie (rôle déjà présent dans les fondements de la pensée libérale, comme nous l'avons vu), le renforcement des dispositifs de surveillance sociale et de répression pour garantir l'obéissance du peuple aux injonctions de l'économie de marché, la privatisation de la justice, etc.

Tout cela aggrave les inégalités systémiques fondamentales dont les politiques ne tiennent pas compte. Dans la sphère sociale (mais on pourrait parler de processus similaire par exemple en Justice), l'individualisation des parcours que nous avons vue est complémentée par la psychologisation des rapports sociaux. Les problèmes et obstacles rencontrés sont systématiquement réduits à des particularités de parcours individuels, en occultant tout déterminisme social et culturel[83]. En d'autres termes, les rapports sociaux de sexe, genre, race et classe sont transformés en problèmes personnels et désarmés politiquement. Les inégalités systémiques sont invisibilisées, déclinant toute responsabilité collective en responsabilités individuelles, ce qui permet à l'Etat de se décharger de la régulation des rapports sociaux. Les personnes sont seules responsables de leur situation et des moyens d'en sortir, sans que la société et l'Etat n'aient à intervenir. Et « on suppose, pour éviter de s'en occuper, que les inégalités sociales sont naturelles, conséquence darwinienne de la liberté

[78] Pour en savoir plus, voir Julien Dohet, *Le social, condition pour une réelle sécurité* , Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale (IHOEs), Seraing, novembre 2022
[79] Juignet, Patrick, *Néolibéralisme - De l'idéologie néolibérale à la pratique du gouvernement* (…), *Op. Cit.*
[80] Zoé Evrard et Damien Piron, *Accélération néolibérale* (…), *Op. Cit.*
[81] Chamayou, G., *La société ingouvernable : une généalogie du libéralisme autoritaire*, Paris, La Fabrique, 2018, p.263-264
[82] Zoé Evrard et Damien Piron, *Accélération néolibérale* (…), *Op. Cit.*
[83] Govers, P., *La neutralisation de la parentalité* (…), *Op. Cit.*, p.2

individuelle »[84]. La naturalisation des inégalités présente dans le Mythe du troc et la pensée qui l'entoure est réhabilitée. L'affaiblissement des contre-pouvoirs achève le tableau, avec la mise sous tension des institutions fédérales de lutte contre les inégalités (Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, Unia), l'attaque des secteurs associatifs, du socio-culturel et de l'Education Permanente, des syndicats et des mutualités…[85] D'acteurs légitimes de la lutte contre les inégalités structurelles produites par notre société, ces secteurs et services sont désormais passés au statut d'agents entravant la bonne marche de l'économie, dont il faut reprendre le contrôle pour qu'ils contribuent à la mise sur le marché du travail de tous les individus.

En ce qui concerne plus spécifiquement les femmes, de nombreuses analyses et autres publications (dont certaines du CVFE) ont déjà démontré qu'elles sont impactées plus violemment et plus massivement que les hommes par les réformes du gouvernement Arizona[86]. Comme exemples, relevons que le 12 juillet 2025, le président du MR, G.L. Bouchez, plaidait pour la responsabilité individuelle et le retour à une solidarité familiale plutôt qu'une sécurité sociale axée sur la solidarité collective[87]. Par-là, il renvoie implicitement les femmes au travail domestique et reproductif gratuit du 18ème siècle sur lequel s'appuie en partie le libéralisme. L'ordre néolibéral fait appel aux valeurs traditionnelles bourgeoises de la famille, et en même temps dénigre allègrement les inégalités systémiques auxquelles les femmes doivent faire face. Le président du MR continuera sa diatribe en spécifiant que les mamans solos peuvent travailler comme tout le monde dès que l'enfant entre à l'école, effaçant d'un coup de baguette magique les nombreux obstacles systémiques qu'elles rencontrent pour ce faire[88]. Cela revient à les placer devant le choix impossible de cumuler les heures de travail et ne pas avoir le temps de s'occuper de leur(s) enfant(s) convenablement, ou de renoncer à un emploi temps plein pour pouvoir aller les rechercher à l'école, aller aux réunions de parents, chez le docteur, le dentiste, préparer les repas, faire la lessive et le nettoyage, etc. mais ne pas pouvoir assumer leur bien-être financier. Quel que soit leur choix, il leur sera reproché. C'est aussi retirer toute possibilité de partir aux femmes victimes de violences intrafamiliales si elles n'ont pas de revenus suffisants et/ou un entourage qui en a les moyens de les aider financièrement, ce qui leur sera également reproché. Pour peu qu'elles soient en situation migratoire et/ou administrative complexe,

---

[84] Juignet, Patrick, *Néolibéralisme - De l'idéologie néolibérale à la pratique du gouvernement* (…), *Op. Cit.*

[85] *Décoder l'Arizona (3/4) : un néolibéralisme aux accents autoritaires - Politique* (…), *Op. Cit.*

[86] *L'Arizona refuse d'entendre les causes systémiques des inégalités, le CVFE rappelle pourquoi les associations sont là !* Collectif contre les violences familiales et l'exclusion (CVFE asbl), novembre 2025 ; mais aussi Françoise De Smedt, *Comment l'Arizona s'attaque (aussi) aux femmes* | Solidaire, 24/04/2025

[87] "Il y a cinquante ou soixante ans, on accueillait la grand-mère à la maison, les parents aidaient les enfants, etc. Désormais, chacun vit dans sa sphère et réclame une aide de l'État. Ce n'est pas possible » Sarah Winkel, *"Je te laisse à tes caricatures": le ton monte entre Bouchez et Prévot, les Engagés dénoncent des "propos ahurissants"* | 7sur7.be, 13/07/2025

[88] « Le fait d'être dans une famille monoparentale n'est pas un critère suffisant pour rester au chômage à vie. (...) D'accord, être mère célibataire, c'est très compliqué jusqu'à l'âge de l'entrée à l'école, mais après ? Cela demande de l'organisation, mais c'est possible" Sarah Winkel, *"Je te laisse à tes caricatures": le ton monte entre Bouchez et Prévot, les Engagés dénoncent des "propos ahurissants"* | 7sur7.be, 13/07/2025
80 % des familles monoparentales sont sous la responsabilité d'une mère seule, et non d'un père seul. Les femmes sont davantage impactées financièrement que les hommes lors des séparations, entre autres parce qu'elles arrêtent ou diminuent leur temps de travail rémunéré pour s'occuper des enfants beaucoup plus fréquemment que les hommes. Elles sont donc moins insérées sur le marché du travail, et même quand elles y participent à temps plein, elles restent en moyenne moins bien payées que les hommes. En Wallonie, « les familles monoparentales ont aussi un risque de privation matérielle et sociale deux fois plus élevé que celui de l'ensemble de la population wallonne » F. Ghesquiere, *Monoparentalités : étude des situations de garde d'enfants de parents séparés* - Iweps, *Regards statistiques* n°14, 11/10/2024, p.7 et F. Ghesquière, *Tableau de bord de la pauvreté en Wallonie* - Iweps, *Regards Statistique*, n° 9, IWEPS, 2023

qu'elles n'aient pas de diplôme qualifiant reconnu, qu'elles soient fragilisées sur le marché du travail et/ou encore qu'elles se soient séparées d'un partenaire violent, les femmes seront au cœur des frais humains du détricotage de la solidarité sociale.

Il semble que dans la tête du gouvernement travailler davantage pour les femmes n'est absolument pas contradictoire avec le resserrement des liens de solidarité familiale. Dans la même ligne, on peut relever les propos tenus tout récemment par Jan Jambon, Ministre des Finances et des Pensions, lorsqu'il déclarait début mars que « les femmes n'ont qu'à s'adapter » à la réforme des pensions en allant davantage travailler[89]. Dans un rectificatif immédiat, le Ministre s'enfonce en signalant ne pas avoir imaginé une réforme qui "toucherait massivement et intentionnellement les femmes", mais que "nous partons du principe que les citoyens, hommes et femmes, adapteront leur comportement quand ils remarqueront que travailler quelques mois de plus leur rapporterait une pension plus élevée". Hommes et femmes sont mis sur une ligne de départ imaginée comme égalitaire, en terrain « plat », neutre, comme le veut le libéralisme, sans tenir aucun compte des conditions différentes liées au Patriarcat. Or M. Jambon ne peut ignorer que sa réforme est discriminatoire à l'égard des femmes, qui travaillent davantage que les hommes à temps partiel notamment pour assumer des tâches de soins ou des responsabilités domestiques, le Conseil d'Etat l'en a averti[90]. Mais suivant la logique du (néo)libéralisme, les inégalités systémiques sont balayées et renvoyées à des difficultés personnelles, ce qui les désarme politiquement.

Il en va évidemment de même pour les inégalités de « classe », de « race » et de genre. Les plus précarisé.es sont en première ligne des exigences d'adaptation ou d'expulsion du système, comme au 18ème siècle. Dans un système basé sur l'accumulation de biens et la propriété privée qui nie les inégalités de base, autant dire que celles et ceux qui ne possèdent rien ne peuvent que devenir des instruments au service de la machine économique ou être expulsé.es de la société. Quant aux inégalités « raciales », la politique migratoire extrêmement agressive du gouvernement Arizona laisse deviner leur naturalisation. Restriction de l'accès au séjour, aux services sociaux et à la protection, renforcement des dispositifs d'expulsion et de détention sont au programme. Le pragmatisme affiché de ces décisions présentées comme des mesures sécuritaires et économistes occulte le recul alarmant des droits fondamentaux. Les personnes immigrées doivent prouver leur adhésion aux « valeurs et normes occidentales », ce qui fait méchamment penser à la « mission civilisatrice » des Lumières, avec cette pensée sous-jacente que nous serions en tous points supérieurs (surtout les hommes). Les centres d'accueil sont réduits pendant que les capacités des centres fermés sont augmentées, la dimension autoritaire du néolibéralisme s'assurant le respect des ordres par la détention. La protection, elle, passe aux oubliettes. L'expulsion devient une « priorité absolue », avec un usage élargi des perquisitions domiciliaires[91]. Il semble que les forces de l'ordre soient désormais au service de l'économie devenue pouvoir ultime, et non plus de la protection des citoyens et citoyennes.

De tout cela, on peut dire que le néolibéralisme est une forme exacerbée d'éléments déjà contenus dans le Mythe du Troc. Il représente un des développements possibles de l'histoire fabulée par les économistes classiques, une histoire qui se fait passer pour l'Histoire, mais qui n'est qu'une description du commerce et d'une société du 18ème siècle. Jusque dans les années 1970, le libéralisme restait assez proche de la logique d'Adam Smith, qui se montrait favorable à une certaine intervention de l'Etat pour contrôler les abus économiques. Mais depuis le tournant autoritaire de ces années-là, les élites

[89] *Jan Jambon, les femmes et la pension: une nouvelle polémique est née | L'Echo*
[90] Kevin Dupont, *Réforme des pensions: le Conseil d'État pointe un recul de certains droits et appelle à mieux motiver les mesures | 7sur7.be*, 25/02/2026
[91] *Décoder l'Arizona (3/4) : un néolibéralisme aux accents autoritaires - Politique* (…), *Op. Cit.*

économistes ont réagi aux crises successives en débridant le libre marché mondial. Michel Foucault insiste sur la nouvelle manière néolibérale de gouverner : « il s'agit d'abord de façonner le milieu social par la mise en place du marché et de la compétition. Les individus se comportent selon leurs intérêts dans ce milieu et la normativité se créerait d'elle-même »[92]. Pas besoin de l'imposer, il suffit de laisser faire. « C'est le jeu de la réalité, plus que l'influence idéologique, qui agit sur les conduites des individus ».

Tout le monde aime les histoires

Depuis l'origine, le libéralisme est une histoire que les élites issues des classes bourgeoises occidentales se racontent et racontent au monde entier pour justifier la poursuite par les individus de leur intérêt personnel et l'accumulation des biens. Erigé comme norme, ce comportement individualiste tente de se faire passer pour générateur de bonheur collectif et de civilisation, bien que l'histoire contemporaine raconte tout autre chose. Les relations commerciales y sont par essence neutres, sans influences sociales ou des pouvoirs politiques. Elles sont guidées par la raison, loin des passions humaines. En outre, les échanges s'y font d'égal à égal, les hommes (!) naissants libres et égaux. Ce qui induit que si inégalités il y a, c'est qu'elles sont naturelles. Et bouquet final : Adam Smith, au travers du mythe fondateur du Troc, fait de l'économie de marché l'origine des sociétés humaines et la norme régulatrice de ces sociétés, sans qu'aucun pouvoir n'ait à intervenir. Il n'y a rien avant, rien après. Comment cette fable a-t-elle pu s'imposer comme réalité dans tous les esprits malgré son illégitimité historique et anthropologique ? Tout simplement par une répétition systématique et ininterrompue dans les livres, musées, écoles, médias, etc. depuis 250 ans.

Pas besoin d'argumentation face au martellement. « À force de répétition, certains éléments deviennent familiers, et la familiarité se confond avec la validité ou la légitimité du propos »[93]. La fabulation sur laquelle repose le libéralisme tout entier a été tellement répétée qu'elle fait sens commun, un point c'est tout. Elle subjugue l'imagination, nous enfermant dans le préjugé qu'il n'est pas d'alternative à la folie totalitaire et au néolibéralisme[94]. Le piège enfermant les êtres humains dans un modèle individualiste et égoïste fait penser qu'un autre type de société est utopique. Toutes formes de sociétés solidaires, communautaristes, basées sur une économie du don[95], sont balayées comme irréalistes, alors qu'elles sont historiquement et anthropologiquement les modèles qui ont précédé l'invention de la monnaie-argent. Le retour à la naturalisation des inégalités est un corolaire de la prétendue égalité supposée au départ de toute relation commerciale. L'individualisme, qui valorise la recherche de l'intérêt privé et de l'accumulation des biens, s'associe mal à la reconnaissance de discriminations systémiques dont l'Etat devrait s'occuper. L'histoire racontée par les néolibéraux est une histoire conçue par des hommes occidentaux intellectuels et privilégiés, et ce sont ses limites.

Si le mythe du troc est le reflet d'une manière de penser à un moment donné dans une société donnée, son universalisation comme unique modèle de pensée permet à certaines politiques néolibérales actuelles de s'en servir de manière réellement Orwelienne. Le brouillage actuel de la frontière entre réalité et fiction permet aux héritiers de la haute bourgeoisie du 18ème siècle de façonner la réalité de manière à s'assurer de rester au pouvoir. Sur ce récit qui agit comme un mythe fondateur, le

[92] Juignet, Patrick, *Néolibéralisme - De l'idéologie néolibérale à la pratique du gouvernement* (…), *Op. Cit.*
[93] F. Debras, *Comment fabriquer un récit politique ?*, dans *Revue Politique*, 13/05/2025
[94] J. Maucourant, *Pour une économie historique de la monnaie : recueil de travaux,* Moneta, 2008, p.15-16 URL : https://shs.hal.science/halshs-00357894v1
[95] Pour en savoir plus sur l'économie de don : Alain Caillé et J.-E. Grésy, *La révolution du don*, Poche, 2017

néolibéralisme vient greffer une suite imaginaire. Comme dans toute bonne fiction, on y trouve des héros et (un peu moins) des héroïnes qui ont une quête et des valeurs, mais aussi des adversaires. Il y a les gentils et les méchants : les courageux travailleurs et travailleuses d'un côté, et les fainéants qui abusent du système comme les chômeurs et chômeuses, les malades longue durée, les immigrés qui vivent sur le dos des aides sociales, etc. Avec ceux-ci, le package comprend celles et ceux qui les soutiennent (les syndicats, associations, regroupements citoyens, partis politiques, etc.). La valeur qui départage les deux camps est le travail. Attaquez cette valeur, c'est déclarer la guerre aux gentils tout entiers happés par le récit néolibéral comme étant la seule réalité légitime et imaginable. Ce récit martelé sans cesse par certains partis politiques « constitue une grille de lecture du monde qui détermine ce qui est crédible, acceptable ou simplement audible dans l'espace public. La valorisation du travail devient l'identité politique de celles et ceux qui adhèrent à ce récit. S'y opposer, c'est heurter non seulement une valeur, mais aussi une histoire personnelle, un ressenti, une cohérence perçue, voire directement vécue »[96].

Pour faire adhérer un maximum de citoyen.nes à ce système dépourvu de toute éthique en le faisant passer comme incontournable, une des stratégies consiste à introduire des distorsions dans la lecture des problématiques (comme celle de la dette publique par exemple[97]), qui vont correspondre au récit fictif évoqué. C'est ainsi que les personnalités politiques n'ont de cesse de nous asséner que l'Etat n'est plus en mesure d'assurer financièrement la protection sociale de chacun.e, mais concentrent tous leurs discours sur l'analyse des seules dépenses[98]. Bourdieu disait « L'on peut agir sur le monde social en agissant sur la connaissance qu'ont les agents de ce monde. Cette action vise à produire et à imposer des représentations du monde social qui soient capables d'agir sur ce monde en agissant sur la représentation que s'en font les agents. »[99]. En d'autres termes, le discours façonne la représentation que les gens qui l'entendent se font du monde, et ces gens façonnent ensuite la réalité à l'image de leurs représentations. « Un discours ne se contente pas de décrire un réel qui lui préexiste mais construit la représentation du réel que le locuteur souhaite faire partager par son allocutaire »[100]. Tout récit politique et/ou économique façonne la réalité en élaborant une représentation du monde. Tout discours véhicule des idéologies qui, à force d'être répétées, seront perçues par les écoutant.es comme des réalités. Or, cela fait 250 ans que le libéralisme façonne la réalité avec les ritournelles de son discours.

La véritable question est donc : Comment sortir de toutes ces fables sur le juste échange ?

Face à un récit construit comme une genèse de l'humanité et à son épopée, un langage technique fait de données, de faits, de raisonnements logiques ne fait pas le poids. De plus, le risque de tomber dans un discours moralisateur plutôt que mobilisateur est présent. La narration proposant une autre lecture des rapports sociaux et de l'économie nécessite des émotions mobilisatrices « capables de porter le récit, de susciter l'adhésion, de structurer un imaginaire collectif »[101]. C'est d'un discours alternatif

[96] F. Debras, Comment fabriquer un récit politique ? - Politique (…), *Op. Cit.*
[97] Voir à ce sujet les articles de Xavier Dupret, *Austérité et crise. Décoder les termes du débat…*, et de Guillermo Kozlowskidans, *Une dette sans fin*, dans *Un autre point de vue sur l'austérité* - Collectif formation société - ep, Cahier Fil Rouge n°19, décembre 2013, p.9-15. Pour les plus curieuses et curieux, lire l'éclairante analyse de Stephanie Kelton, *Le Mythe du déficit*, Ed ; Les Liens Qui Libèrent, 2021
[98] Rolin Mangala, *Pour un financement solidaire (…)*, Op. Cit., p.43-44
[99] Pierre Bourdieu, *Ce que parler veut dire : L'économie des échanges linguistiques*, Éd. Fayard, 1982, p. 195
[100] Amélie Seignour, *Méthode d'analyse des discours. L'exemple de l'allocution d'un dirigeant d'entreprise publique*, Revue française de gestion, n.211, 2011/2, URL : https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-gestion-2011-2-page-29?lang=fr
[101] F. Debras, Comment fabriquer un récit politique ? - Politique (…), *Op. Cit.*

dont nous avons besoin, qui déplace l'angle de vue, impose un autre terrain de débat que celui déterminé par le récit néolibéral. L'histoire est une source fertile pour construire ce récit alternatif, associée à l'anthropologie et la sociologie, à condition de narrer une histoire avec ces éléments véridiques plutôt que d'expliquer des faits. Et l'économie hétérodoxe, qui remet en cause la doctrine dominante, peut nous guider vers la résolution d'une quête portant un autre paradigme et d'autres valeurs, comme la solidarité et l'égalité[102]. L'économie doit reprendre sa place dans ce récit, soit un domaine au service de la vie de l'homme, et pas une idéologie totalitaire qui impose ses lois aux sociétés. « Sauf à vouloir la puissance d'un discours englobant qui peut en venir à perdre l'objet qui le fonde, l'économie n'est pas une discipline qui transcende les autres sciences sociales ; elle peut coexister fructueusement avec celles-ci »[103].

[102] Quasiment rayés de la carte intellectuelle, de nombreux économistes hétérodoxes ont pourtant amené un matériel qui mériterait d'être mieux (re)connu. Pour en découvrir Charles Dupont-White, Auguste Ott, Henri Feugueray, François Vidal, Eugène Buret, Constantin Pecqueur ou Julie-Victoire Daubié, la seule femme à avoir publié des articles dans Le journal des économistes, voir Denis Clerc, *Auguste Ott, doublement hétérodoxe*, Alternatives Economiques, 19/08/2024

[103] J. Maucourant, *Pour une économie historique de la monnaie: recueil de travaux*, Moneta, 2008, p.32 URL : https://shs.hal.science/halshs-00357894v1 p.20

Bibliographie

Biesemans Romain, Dupont Juliette, Gemander Ariane, Lou Vertongen Youri, Seron Vincent et Wasinski Christophe, *Décoder l'Arizona (3/4) : un néolibéralisme aux accents autoritaires*, dans *Revue Politique*, 17/03/2025

Bourdieu P., *Ce que parler veut dire : L'économie des échanges linguistiques*, Éd. Fayard, 1982, p. 195

Brown W., *Défaire le Démos. Le néolibéralisme, une révolution furtive*, Ed. Amsterdam, 2018

Caillé A. et Grésy J.-E., *La révolution du don*, Poche, 2017

Chamayou, G., *La société ingouvernable : une généalogie du libéralisme autoritaire*, Paris, La Fabrique, 2018, p.263-264

Charlier Nathan, Daniel Zamora, Douillet Thomas, Duterme Tom, Lamine Auriane et Vielle Pascale, *Décoder l'Arizona (2/4) : la marchandisation accélérée de la Sécurité sociale*, dans *Revue Politique*, 17/03/2025

Clerc D., *Auguste Ott, doublement hétérodoxe*, Alternatives Economiques, 19/08/2024

Collignon N., *Repolitiser l'accompagnement des femmes victimes de violences*, Collectif contre les violences familiales et l'exclusion (CVFE asbl), février 2026

Crésus, le souverain le plus riche de l'Antiquité. Entretien avec Kevin Leloux, dans Conflits : Revue de Géopolitique, 27 décembre 2023

Debras F., *Comment fabriquer un récit politique ?*, dans *Revue Politique*, 13/05/2025

De Smedt F., *Comment l'Arizona s'attaque (aussi) aux femmes | Solidaire*, 24/04/2025

Dohet J., *Le social, condition pour une réelle sécurité*, Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale (IHOEs), Seraing, novembre 2022

Dupret X., *La Belgique endettée*, Ed. Couleurs Livres, 2012.

Evrard Z.et Piron D, *Accélération néolibérale et virage autoritaire : l'Arizona décodée*, dans *Politique : Revue belge d'analyse et de débat*, n° 130, été 2025 URL : https://hdl.handle.net/2268/333530

Ghesquiere F., *Monoparentalités : étude des situations de garde d'enfants de parents séparés - Iweps*, *Regards statistiques* n°14, 11/10/2024, p.7

Ghesquière F., *Tableau de bord de la pauvreté en Wallonie - Iweps*, *Regards Statistique*, n° 9, IWEPS, 2023

Govers, P., *La neutralisation de la parentalité : décryptage des rapports de pouvoir au cœur de la parentalité*, dans Hoang, T. & Huart, F. *En avoir ou pas ? Les féministes et les maternités* (pp.63-70), Université des Femmes, 2013 URL : La neutralisation de la parentalité

Graeber D., *Dette : 5000 ans d'histoire*, Paris, *Les Liens qui Libèrent*, 2013

Hallama P., *Histoire de la paternité aux xix^e^ et xx^e^ siècles*, Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe (EHNE), mis en ligne le 22/06/20. Permalien : https://ehne.fr/fr/node/12353

Juignet P., *Néolibéralisme - De l'idéologie néolibérale à la pratique du gouvernement*, dans *Philosophie, science et société*, 2020. URL : https://philosciences.com/ideologie-neoliberale

Kelton S., *Le Mythe du déficit*, Ed ; Les Liens Qui Libèrent, 2021

KozlowsKi G., *Une dette sans fin,* dans *Un autre point de vue sur l'austérité*, Les cahiers du fil rouge n°19, Collectif Formation Société – CFS asbl, Bruxelles, décembre 2013, p.34-35 URL : **fil_rouge_19_web.pdf**

L'Arizona refuse d'entendre les causes systémiques des inégalités, le CVFE rappelle pourquoi les associations sont là ! Collectif contre les violences familiales et l'exclusion (CVFE asbl), novembre 2025

Leloux K., *Crésus, le plus riche des rois de Lydie*, éd. Perrin, 2023

Léonard J., *La droite et les femmes*, CVFE, juillet 2025

*Les Lumières, l'esclavage et l'idéologie coloniale. xviii*e*-xx*e *siècles*, dir. P. Pellerin, Paris, Classiques Garnier, «Rencontres», 2020

Mangala R., *Pour un financement solidaire du système des pensions en Belgique*, dans *Un autre point de vue sur l'austérité* - Collectif formation société - ep, Cahier Fil Rouge n°19, décembre 2013, pp. 43-50

Maucourant J., *Pour une économie historique de la monnaie : recueil de travaux,* Moneta, 2008, p.28 URL : https://shs.hal.science/halshs-00357894v1

Mauss M., *Essai sur le don : forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, dans *L'année sociologique*, nouvelle série, 1923-1924, T. I.

Mauss M., *Les origines de la notion de monnaie. Communication faite à l'Institut français d'anthropologie*, dans *Comptes-rendus des séances*, II, tome I, supplément à l'Anthropologie, n°25, 1914, p. 14 à 19.

Menu B., *Histoire économique et sociale de l'ancienne Égypte* – Volume 1 – Tome 1, CNRS Editions, 2018

Millam E., trad. Babath Etière-Cartwright, *Importance du Statère Lydien en tant que Première Pièce de Monnaie au Monde - Encyclopédie de l'Histoire du Monde*, 14 août 2024

Mitchell Innes A., *The Credit Theory of Money*, in *The Banking Law Journal*, Vol. 31, Dec./Jan.1914, p. 151-168 URL : innes-a-mitchell_credit-theory-of-money-1914-dec-jan.pdf

Mitchell Innes A., *What is money ?*, in *The Banking Law Journal*, Vol. 30, Mai, 1913, p. 377-408 URL : innes-a-mitchell_what-is-money-1913-may.pdf

Pour Adam Smith, l'esclavage n'a pas amené la prospérité – Archives de Contrepoints, IREF (Institut de Recherches Économiques et Fiscales) asbl, 10/07/2020

Remond A., *Pourquoi l'homme a-t-il inventé l'écriture*, dans *Revue Histoire,* 26 décembre 2024

Rochefort S., *Les Lumières : philosophie, raison, savoirs et critique sociale au 18*e *siècle*, Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe, mis en ligne le 12/09/25. Permalien : https://ehne.fr/fr/node/22618

Rodrik D., Le néolibéralisme ou l'économie dévoyée, dans L'Economie politique, éd. Alternatives Economique, n°78, 2018/2, pp.81-93 URL : https://shs.cairn.info/revue-l-economie-politique-2018-2-page-81?lang=fr

Sartre M., *Histoire grecques. Chapitre 3 : Une monnaie lydienne ou Les origines de la monnaie*, éd. Le Seuil, 2009, pp. 45 à 54

Seignour A., *Méthode d'analyse des discours. L'exemple de l'allocution d'un dirigeant d'entreprise publique*, Revue française de gestion, n.211, 2011/2, URL : https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-gestion-2011-2-page-29?lang=fr

Servet J.-M., *Le troc primitif, un mythe fondateur d'une approche économiste de la monnaie*, Persée, Revue Numismatique, 6e série, Tome 157, 2001, pp.15-32

Smith A., « *The Wealth of Nations* » (*La richesse des nations*), 1776, Glasgow, Ecosse.

Sitographie

Comprendre la théorie d'Adam Smith : Fondements et impact, Webzine Umvie.com, 11/11/2024

La main invisible d'Adam Smith : Concept et implications, Fiches-de-cours.com, 19 mai 2024

La monnaie, une invention politique avant d'être économique, dans *Prohistoire*, 5 octobre 2025

La philosophie des Lumières : panorama complet, Philosophes.Org, 05/10/2025

Martin Dubois S., *L'Impact des Courants Philosophiques des Lumières*, mescoursd'histoire.fr, 13 octobre 2024, Actualisé mars 2026

Philosophie des Lumières - Je pense donc je suis

Presse

Chardon F., *Georges-Louis Bouchez (MR) à La Libre : "On va gérer le pays comme des ingénieurs, pas comme des poètes",* La Libre, 15/06/2024

Colletis G., *Erreur de calcul du FMI ? Ou excès des zélateurs de l'austérité?* Tribune dans *Le Monde*, 28/01/2013

Dupont K., *Réforme des pensions: le Conseil d'État pointe un recul de certains droits et appelle à mieux motiver les mesures | 7sur7.be*, 25/02/2026

Des ingénieurs répondent à Georges-Louis Bouchez, La Libre, 19/06/2024

Jan Jambon, les femmes et la pension: une nouvelle polémique est née | L'Echo

Qu'est-ce que le libertarianisme ? - Le quotidien global, 7 juin 2024

Winkel S., *"Je te laisse à tes caricatures": le ton monte entre Bouchez et Prévot, les Engagés dénoncent des "propos ahurissants" | 7sur7.be*, 13/07/2025

Podcasts/ Audios/ Emissions TV

Est-il vrai que le troc a été la première forme de monnaie ?, ARTE, Émission de la série « Est-il vrai que ? » du 20/08/2025, 21 : 20 Disponible jusqu'au 19/08/2026.

Le mythe du troc : épisode 1 / 4, podcast *La valeur de la monnaie*, dans « *Entendez-vous l'éco* » de Tiphaine de Rocquigny, France Culture

Les Annales en débat : L'économie de l'Égypte ancienne, dans Annales. Histoire, Sciences Sociales, Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales (Ed. EHESS), 06 janvier 2017